



## INVITATION

L'Ambassade de France en Colombie et l'Association France Amérique Latine ont le plaisir de vous inviter à une conférence autour des représentants de la « Corporación REINICIAR », lauréats 2014 du prix franco-allemand de Droits de l'Homme « Antonio Nariño », portant sur :

### La « Corporación REINICIAR » Mémoire vive d'une épuration politique

### La paix à l'épreuve des garanties pour l'exercice de l'opposition politique

#### Intervenants :

**Jahel QUIROGA,**  
Directrice de la Corporación REINICIAR  
**Luz Stella APONTE JARAMILLO,**  
Avocate à la Corporación REINICIAR

**Modération : Association France  
Amérique Latine**



Jahel Quiroga, Directrice de la Corporación REINICIAR, Comisión Interamericana de Derechos Humanos®.

**Lundi 14 septembre à 19h00**  
**à la Maison de l'Amérique Latine**  
217 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris  
- Métro Solférino ou Rue du Bac (ligne 12)

Le Prix du prix franco-allemand de Droits de l'Homme « Antonio Nariño » a été décerné en décembre 2014 à l'association « REINICIAR » qui milite en faveur de la défense des droits de plus de 6000 victimes issues de l'Union Patriotique (UP). Ce parti politique, né à l'occasion d'un précédent processus de paix (inachevé) avec la guérilla des FARC au milieu des années 1980, a été très rapidement la cible d'une politique d'assassinats systématiques de ses militants (environ 3000 morts dont des parlementaires et deux candidats à l'élection présidentielle, des centaines d'élus municipaux et de cadres du mouvement). Ce phénomène a été qualifié de « génocide politique ».

La démarche de la « Corporacion REINICIAR » vise à obtenir une reconnaissance par l'Etat colombien de ses responsabilités dans la mort de milliers de militants de l'UP, afin que plus jamais ne puisse se répéter une telle extermination.

Cette démarche s'inscrit ce faisant en plein dans les débats en cours dans le processus de paix entre les autorités colombiennes et les FARC, tant s'agissant de la reconnaissance de leurs responsabilités par les différents acteurs du conflit qu'en matière de garanties de sécurité demandées par les FARC pour leur retour à la vie civile et à la vie politique légale.

Renforcer la démocratie et créer les garanties pour que toutes les organisations sociales et politiques dans le pays, sans exception, puissent bénéficier de la protection de l'État, afin d'agir sur la scène politique nationale, tel est le principal défi du processus en cours.